

SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

Soutenons la semaine de grève des étudiants, enseignants et personnels allemands contre le processus de Bologne !

Abrogation de Bologne et des applications nationales !

L'Allemagne mène des réformes dans l'enseignement supérieur depuis 2005 et est « en avance » sur la France dans la mise en application du processus de Bologne. En effet, la destruction et la privatisation des universités sont bien avancées, ce qui nous laisse entrevoir les conséquences de ces réformes.

Cependant, les étudiants ne se contentent pas de subir ces attaques, comme le démontre la manifestation du 13 mai à Munich en Bavière. Plus de 17 000 étudiants venus de 12 villes différentes ont manifesté contre la marchandisation de l'éducation publique et contre le montant des frais d'inscription qui s'élèvent à 500 euros par an auxquels il faut ajouter environ 250 euros par semestres pour les frais d'administration. Ces frais ont été introduits il y a deux ans à l'occasion des réformes de l'enseignement supérieur.



Manifestation du 13 mai à Munich.

Le démantèlement de l'université et sa privatisation.

En juin 2005, le gouvernement fédéral a lancé le projet « Initiative excellence » dont l'objectif est de permettre la constitution d'universités d'élite d'ici à 2011. Celui-ci consiste, comme cela est le cas pour le projet Campus en France, à doter après sélections, des universités de financements supplémentaires. Trois axes ont été définis : financement de certaines écoles doctorales, développement de centres de recherche de pointe au travers de réseaux d'excellence (Équivalent en France : les RTRA et RTRS : Réseau Thématique de Recherches Avancées / Santé), et financement de « stratégies d'avenir ». Au final, 88 universités ont déposé un ou plusieurs dossiers, 10 ont été retenus pour obtenir le titre « d'université d'élite ». Intérêt ? Au final 22 établissements ont pu se partager 174,7 millions d'euros par an pendant 5 ans. Cette mise en concurrence des universités pour leur financement permet à terme de liquider les universités non rentables et de favoriser l'émergence de grands pôles d'excellence à vocation mondiale.

En 2007, le gouvernement est revenu à l'assaut. Tout d'abord, sur la répartition des pouvoirs entre État et Land. Désormais, l'essentiel des compétences en matière d'enseignement supérieur revient aux Länder. Les compétences de l'État sont limitées aux questions de conditions d'accès, de diplômes, d'aides aux étudiants et d'internationalisation des établissements. L'État ne peut plus faire voter de loi-cadre mais doit négocier avec l'ensemble des Länder, ce qui a pour conséquence une éducation et un enseignement supérieur différent d'une région à l'autre. Deuxième aspect, l'introduction des notions de « performance », « excellence », « compétitivité ». L'impact de cette introduction : Rémunération au mérite pour les personnels enseignants et scientifiques, création de postes de « professeur junior », projet visant à autoriser les universités à sélectionner elles-mêmes leurs étudiants (à concurrence de 60 % des places). Les universités doivent définir clairement leur « profil », se diversifier et décider du principe et du montant des droits de scolarité.

Conséquence de cette « autonomie », les universités sont mises en concurrence entre elles pour récupérer les financements publics comme privés, les meilleurs étudiants, les meilleurs chercheurs, avoir la plus grande visibilité internationale... La caricature ? L'élection du meilleur manager dans la catégorie université par le quotidien *Financial Times Deutschland*. L'élu en 2008 est Dieter Lenzen, président de l'Université libre (FU) de Berlin, qui compte 34 000 étudiants. Il a été choisi du fait de « ses qualités novatrices de gestion introduisant un management de qualité, des structures administratives régies par le calcul de rentabilité coût/service rendu et une dotation de moyens aux facultés indexée sur leurs performances. » Selon l'heureux élu, « l'université est une entreprise de service public avec des lignes de produits telles que l'enseignement, la recherche et les services ». Cela se passe de commentaires...

Hausse des frais d'inscription et sélection des étudiants.

Dernier aspect des réformes passées en 2007 : la levée de l'interdiction de prélever des frais d'inscription. La plupart des Länder ont alors décidé de prélever des droits d'inscription de 500 euros par semestre, à l'exception de la Rhénanie Nord-Westphalie. Le pactole représente entre 11 et 14 millions d'euros pour une université de taille moyenne (entre 15 et 20 000 étudiants). Conséquences immédiate, un nouveau marché s'est alors ouvert pour les banques : celui des crédits étudiants. Plus d'une dizaine de banques en proposent désormais avec des taux d'intérêt compris entre 5 et 7 %. Parmi elles, la KfW (*Kredit für Wirtschaft*), une banque gérée par l'État. Elle a octroyé entre 2006 et 2007 près de 23 000 « crédits à la formation », dont 42 % à des étudiants des filières droit, économie et sociologie, et 20 % en sciences de l'ingénieur. Ce crédit échelonné sur cinq ans, à raison de versements mensuels de 100 à 650 €, est remboursable dès l'entrée dans la vie active. L'UMP a déposé un projet de loi sur ce thème alors que depuis 2007 et l'introduction de ses frais, le nombre d'étudiants dans le supérieur en Allemagne a diminué de 2%.

La privatisation des CROUS.

La mise en concurrence ne touchent pas seulement les universités, mais aussi l'équivalent du CNOUS et des CROUS, le *Deutsches Studentenwerk (DSW, tête de réseau)* et les *58 Studentenwerke (STW)*, créé en 1921. Là encore, la situation allemande préfigure de l'avenir des CROUS en France. L'objectif est que les STW deviennent des « *opérateurs et prestataires de services pour l'ensemble de la vie étudiante* ». La forte autonomie de ces institutions régies par le droit public les soumettent à la loi du marché et à la concurrence. Résultat de l'autonomie des universités ? « *Les universités sont tentées de nous déléguer certaines nouvelles fonctions, résultant de leur nouveau statut, comme l'hébergement des scientifiques invités, l'extension des heures d'ouverture des cafés calquées sur celles de la bibliothèques ou encore la prise en charge des étudiants d'universités partenaires. Mais elles voudraient que nous le fassions sans contrepartie financière !* », constate Achim Meyer auf der Heyde, secrétaire général du DSW.

La privatisation avance à grands pas : la part des financements des Länder dans le budget des STW est passée de 24,1% en 1992 à 11,9% en 2007, ce qui en fait de véritables entreprises de services. Dès lors, elles sont soumises aux lois du marché, comme n'importe quelle entreprise : « *La configuration des centre-villes a changé, les rues sont bordées de coffee-shops et de sandwicheries diverses qui nous font directement concurrence. Il faut que nous nous adaptions à ces mutations de la société et des goûts des étudiants* », reconnaît Achim Meyer auf der Heyde. Résultat : Les STW commencent à sous-traiter, à externaliser certaines tâches, comme la gestion des cafés, avec les conséquences que l'on connaît : hausse des tarifs, dégradation des conditions de travail et précarité accrue du personnel.

Une riposte qui s'organise !

Dans la continuité de la manifestation de Bruxelles et des actions menées contre le processus de Bologne, un appel a été lancé au niveau de l'Allemagne fédérale pour organiser une semaine de grève massive dans tous les secteurs de l'éducation à l'occasion des 10 ans de la signature de la « Déclaration de Bologne » (19 juin 1999). La principale revendication est celle du refus de la privatisation de l'enseignement. L'appel national est disponible en français¹ et a été signé par l'ensemble des organisations allemandes (Attac, Die Linke, Asta...) ainsi que par le plus grand syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche allemand, le GEW/DGB. Soutenons les étudiants allemands ! **En France comme en Allemagne, en Grèce, en Italie, en Espagne ou en Croatie, unité de la jeunesse et des travailleurs contre le processus de Bologne et la destruction / privatisation de l'enseignement !**

**Unité de la jeunesse et des travailleurs partout en Europe
pour un enseignement européen public, laïque et gratuit pour tous !**

**Organisons la grève générale européenne de l'enseignement pour imposer
l'abrogation du processus de Bologne et de ses applications nationales !**

<http://fseul.free.fr>

¹ <http://www.bildungsstreik2009.de/aufwurf/franz-ubersetzungen>